

ALLIANCE POUR LA FAMILLE ET LES COMMUNAUTÉS
ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 2024

Sommaire

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
Annexe au rapport de l'auditeur indépendant – Description des responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers	4 - 5
Résultats	6
Évolution des actifs nets	7
Situation financière	8
Flux de trésorerie	9
Notes complémentaires	10 - 11

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de
Alliance pour la famille et les communautés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Alliance pour la famille et les communautés (le « Parti »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Parti au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Parti conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Parti à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Parti ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Parti.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités à l'égard de l'audit des états financiers sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe jointe à notre rapport. Cette description, qui se trouve aux pages 4 et 5, fait partie intégrante de notre rapport.

Original signé

Saint-Hubert, le 7 avril 2025

¹ Par Nicolas Sénéchal, CPA auditeur

ANNEXE AU RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Description des responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Parti;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Parti à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Parti à cesser son exploitation;

ANNEXE AU RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

ALLIANCE POUR LA FAMILLE ET LES COMMUNAUTÉS**RÉSULTATS****EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024****Page 6**

	2024	2023
Subventions		
Remboursement des frais d'audit - DGEQ	719 \$	1 020 \$
Revenus d'appariement - DGEQ	550	93
Allocation régulière - DGEQ	431	413
Contributions - cotisations	284	38
Contributions - dons	237	147
	2 221	1 711
Frais d'administration		
Honoraires professionnels	1 437	2 040
Télécommunications	372	149
Intérêts et frais bancaires	73	182
Taxes et permis	38	38
	1 920	2 409
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	301 \$	(698) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ALLIANCE POUR LA FAMILLE ET LES COMMUNAUTÉS

ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Page 7

	2024	2023
Actifs nets au début	(616) \$	82 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	301	(698)
Actifs nets à la fin	(315) \$	(616) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ALLIANCE POUR LA FAMILLE ET LES COMMUNAUTÉS
SITUATION FINANCIÈRE

31 DÉCEMBRE 2024

Page 8

	2024	2023
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	2 282 \$	1 571 \$
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs (note 3)	597 \$	187 \$
Dû à un administrateur sans intérêt, remboursable au gré de l'emprunteur au plus tard le 12 juillet 2033	2 000	2 000
	2 597	2 187
Évolution des actifs nets	(315)	(616)
	2 282 \$	1 571 \$

Pour le conseil d'administration,

Original signé _____ nistrateur

Original signé _____ nistrateur

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ALLIANCE POUR LA FAMILLE ET LES COMMUNAUTÉS**FLUX DE TRÉSORERIE****EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024****Page 9**

	2024	2023
Activités de fonctionnement		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	301 \$	(698) \$
Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement :		
Créditeurs	410	187
Dû à un administrateur sans intérêt, remboursable au gré de l'emprunteur au plus tard le 12 juillet 2033	-	2 000
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	711	1 489
Encaisse au début	1 571	82
Encaisse à la fin	2 282 \$	1 571 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. Statut et nature des activités

L'organisme est un parti politique autorisé par le Directeur général des élections du Québec en vertu de la Loi électorale.

2. Principales méthodes comptables

Le Parti applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Comptabilisation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

L'allocation de Directeur général des élections du Québec est comptabilisé à titre de produit au prorata dans l'exercice auquel elle se rapporte.

Les contributions sont comptabilisés dans l'exercice auquel ils se rapportent.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique du Parti consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et l'encaisse dont l'échéance n'excède pas 12 mois suivant la fin de l'exercice.

Instruments financiers

Évaluation initiale

Le Parti évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers créés ou échangés dans des opérations conclues dans des conditions de pleine concurrence à la juste valeur. Les actifs financiers et passifs financiers qui ont été créés ou échangés dans des opérations entre apparentés, sauf pour les parties qui n'ont pas d'autre relation avec le Parti qu'en leur qualité de membres de la direction, sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

Le Parti évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Instruments financiers (suite)

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse, des dépôts à terme, des comptes clients et autres créances, à l'exception des comptes clients d'une société sous contrôle commun, et des effets à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs et du montant dû aux administrateurs.

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, le Parti détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si le Parti détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Si les indications de perte de valeur s'atténuent ou disparaissent, la moins-value déjà comptabilisée doit faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

3. Créditeurs

	2024	2023
Dû à un administrateur sans intérêt ni modalité de remboursement	597 \$	187 \$

4. Instruments financiers

Risques financiers

Les risques importants découlant d'instruments financiers auxquels le Parti est exposé au 31 décembre 2024 sont détaillés ci-après.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Parti éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. Le Parti est exposé à ce risque principalement à l'égard de ses comptes fournisseurs.

**ALLIANCE POUR LA FAMILLE ET LES COMMUNAUTÉS
INSTITUTION FINANCIÈRE OÙ SONT DÉPOSÉES LES SOMMES RECUEILLIES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Annexe A

Caisse Desjardins de l'île-des-sœurs-verdun
2140, rue Dollard, Lasalle
QC, H8N 1S6

Compte actif le 31 décembre 2024

Numéro de compte:



ANNEXE - Sommes recueillies lors d'activités

S/O



ANNEXE - Contributions en biens et services

S/O



ANNEXE - Emprunts, cautionnement, placements et prêt

1. Prêt de 2000\$ de Alain Rioux pour payer le CPA (obligation forcée par le DGEQ)

Alliance pour la Famille et les Communautés

CADRE DE RÉFÉRENCE RELATIF AUX SOURCES DE FINANCEMENT ET À L'UTILISATION DU FINANCEMENT

Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3), article 113, bulletin B-1

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2024

SOURCES DE FINANCEMENT									
N° de ligne au cadre de référence	Entités autorisées	Référence à la Loi électorale	Parti (audité)		Instances (non auditées)		Total pour les entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées	N° de ligne au cadre de référence
			Annuelles \$	Électorales \$	Annuelles \$	Électorales \$			
1	Allocations	Art. 82 et 82.1	431.20					0.0%	15
2	Revenus d'appanement	Section I, ch. I Art. 82.2	550.00				550.00	24.8%	25
3	Remboursement des frais de vérification (audit)	Section IV, chap. II Art. 112	718.60				718.60	32.4%	
	Remboursement des dépenses électorales	Tableau I		-		-	-	0.0%	
	Montant total du financement du directeur général des élections		1 699.80	-		-	1 699.80	76.5%	
	Revenus autonomes	Tableau I	521.00			-	521.00	23.5%	
	Transferts des entités autorisées		-			-	-		
	Montant total du financement du parti et des instances		2 220.80	-		-			
	Financement total			2 220.80		-	2 220.80	100%	
UTILISATION DU FINANCEMENT									
	Dépenses		Parti (audité)		Instances (non auditées)		Total pour les entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées	
			Annuelle \$	Électorale \$	Annuelle \$	Électorale \$			
	Administration courante		1 919.96		-		1 919.96	100.0%	
	Confection et diffusion de la publicité		-		-		-	0.0%	
	Recherche, collecte et analyse de données		-				-	0.0%	
	Coordination de l'action politique	Tableau II	-		-		-		
	Transferts aux entités autorisées		-		-		-	0.0%	
	Dépenses ayant trait aux élections			-		-	-	0.0%	
	Autres dépenses		-		-		-	0.0%	
	Total des dépenses du parti et des instances		1 919.96	-	-		1 919.96	100.0%	
	Dépenses totales			1 919.96		-			
	Excédent (insuffisance) du financement sur les dépenses			300.84		-	300.84		
	Annuelles : 300.84 \$ Électorales : - \$								
Variation du financement en fonction des postes du bilan									
	Augmentation (diminution) de la trésorerie	Tableau III		710.96		-	710.96 \$	32.0%	
	Augmentation (diminution) des éléments du fonds de roulement autres que la trésorerie			(410.12)		-	(410.12) \$	-18.5%	
	Acquisition (disposition) des actifs à long terme					-	- \$	0.0%	
	Diminution (augmentation) des emprunts à long terme					-	- \$	0.0%	
	Financement total utilisé			2 220.80		-	2 220.80 \$	100%	
Déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel									
Je déclare que tous les renseignements contenus dans ce rapport sont vrais, exacts et complets.									
			Date		Original signé				

TABLEAU I : REVENUS

N° de ligne au cadre de référence		Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: état des résultats d'une instance autorisée
		\$	\$	\$	
	REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES				
400	Avances et remboursements du directeur général des élections	-	-	-	Ligne 6
405	Moins : remboursement d'avances excédentaires	-	-	-	Ligne 22
	Total du remboursement des dépenses électorales	-	-	-	
	REVENUS AUTONOMES				
500	Contributions	237.00	147.00	-	Ligne 1 (annexe 3)
505	Adhésions (cartes de membres)	284.00	38.00	-	Ligne 2
507	Revenus d'activités de financement (revenu de compensation)	-	-	-	Ligne 3
510	Revenus d'activités politiques	-	-	-	Ligne 4
515	Revenus accessoires	-	-	-	Ligne 5
520	Remboursement de TPS et TVQ	-	-	-	
525	Intérêts gagnés	-	-	-	Ligne 10
530	Autres revenus (préciser)	-	-	-	Lignes 11 à 19
532	Autres revenus (préciser)	-	-	-	
	Total des revenus autonomes	521.00	185.00	-	
	TRANSFERTS DES ENTITÉS AUTORISÉES				
	Des instances au parti				
600	Cession du remboursement des dépenses électorales	-	-	-	
605	Autres revenus de transferts	-	-	-	
	Total des transferts des instances au parti	-	-	-	
620	Du parti aux instances	-	-	-	Ligne 7
625	Entre instances	-	-	-	Ligne 8
	Total des transferts	-	-	-	

TABLEAU II : DÉPENSES

		Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: état des résultats d'une instance autorisée
		\$	\$	\$	\$
	ADMINISTRATION COURANTE				
	Salaire et charges sociales				
700	Direction générale et personnel d'encadrement	-	-	-	
705	Recrutement de membres et financement	-	-	-	
710	Personnel administratif et informatique	-	-	-	
715	Charges sociales	-	-	-	
	Total partiel	-	-	-	
	Honoraires et autres rémunérations				
720	Administration	-	-	-	
725	Vérification (audit)	1 437.19	2 040.21	-	
730	Juridiques	-	-	-	
735	Autres (préciser)	-	-	-	
	Total partiel	1 437.19	2 040.21	-	
	Locaux et frais afférents				
740	Loyer	-	-	-	Ligne 32
745	Taxes foncières et assurances	-	-	-	
750	Entretien et réparations	-	-	-	
755	Chauffage et électricité	-	-	-	
760	Amortissement des bâtiments et améliorations locatives	-	-	-	
762	Perte sur la disposition d'immobilisation	-	-	-	Ligne 36
	Total partiel	-	-	-	
	Fonctionnement				
765	Télécommunications	372.12	148.64	-	Ligne 33
770	Secrétariat et frais de bureau	-	-	-	Ligne 30
775	Location et entretien du matériel	-	-	-	
780	Frais de déplacement et de représentation	-	-	-	
785	Amortissement du mobilier et du matériel	-	-	-	
787	Amortissement des logiciels et sites Web	-	-	-	
	Total partiel	372.12	148.64	-	
	Frais financiers				
790	Intérêts sur emprunts	-	-	-	Ligne 21
791	Frais de service et d'administration	110.65	220.33	-	Ligne 35
	Total partiel	110.65	220.33	-	
795	Autres (préciser)	-	-	-	Lignes 37 à 41
	Total pour l'administration courante	1 919.96	2 409.18	-	



Alliance pour la Famille et les Communautés
Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2024

TABEAU II : DÉPENSES (suite)

TABLEAU II : DÉPENSES (suite)						
		Parti (exercice courant) Audité	Parti Dépenses préélectorales (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Reporta financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: état des résultats d'une instance autorisée
		\$	\$	\$	\$	
CONFECTION ET DIFFUSION DE LA PUBLICITÉ						
800+800P	Publicité – journaux et périodiques	-		-		Ligne 31
805+805P	Publicité – télévision			-		
810+810P	Publicité – radio			-		
815+815P	Publicité – médias sociaux et Internet			-		
820+820P	Publicité – objets, écrits ou matériel publicitaire			-		
825+825P	Diffusion d'un programme politique			-		
830+830P	Salaires, charges sociales et honoraires professionnels			-		
835+835P	Matériel promotionnel			-		
840+840P	Relations publiques			-		
845+845P	Autres (préciser)			-		
	Total pour la confection et la diffusion de la publicité	-		-	-	
RECHERCHE, COLLECTE ET ANALYSE DE DONNÉES						
860+860P	Sondages et études			-		
865+865P	Constitution de banques de données, modélisation et optimisation des moteurs de recherche			-		
870+870P	Développement et acquisition de logiciels et sites Web			-		
875+875P	Services d'appui aux électeurs (boîtes)			-		
880+880P	Autres (préciser)			-		
	Total pour la recherche, la collecte et l'analyse de données	-		-	-	
COORDINATION DE L'ACTION POLITIQUE						
900	Rémunération – salaires, honoraires et charges sociales	-		-		Ligne 26
905	Activités de financement	-		-		
907	Activités politiques	-		-		
910	Frais de participation – réunions statutaires, congrès, comités (repas, transport, etc.)	-		-		Ligne 29
915	Autres (préciser)	-		-		
	Total partiel	-		-	-	
920	Dépenses liées à la campagne à la direction	-		-		
925	Moins, Remboursement des dépenses de campagne (article 88, 9°)	-		-		
	Total partiel	-		-	-	
	Total pour la coordination de l'action politique	-		-	-	
TRANSFERTS AUX ENTITÉS AUTORISÉES						
1010	Des instances au parti				-	Ligne 23
	Du parti aux instances				-	
1015	Cession de la réclamation du remboursement des dépenses électorales	-		-		
1020	Autres dépenses de transfert	-		-		
	Total des transferts du parti aux instances	-		-	-	
1025	Entre instances	-		-		Ligne 24
	Total des transferts aux entités autorisées	-		-	-	
DÉPENSES AYANT TRAIT AUX ÉLECTIONS						
1100	Transferts aux agent(e)s officiel(le)s	-		-		Ligne 25
1107	Dépenses postélectorales	-		-		
1110	Dépenses électorales attribuables aux agent(e)s officiel(le)s	-		-		Ligne 27
1130	Moins, Dépenses remboursées par les entreprises médiatiques	-		-		
1115	Dépenses électorales remboursées par les agent(e)s officiel(le)s	-		-		Ligne 9
1120	Fermeture du fonds électoral	-		-		
1125	Autres (préciser)	-		-		
	Total des dépenses ayant trait aux élections	-		-	-	
AUTRES DÉPENSES						
1200	Contributions non conformes d'un exercice précédent	-		-		Ligne 34
1205	Amendes et pénalités	-		-		
1210	Dons, cadeaux, soirées hommages, etc.	-		-		
1215	Autres (préciser)	-		-		
	Total des autres dépenses	-		-	-	
	Total des dépenses du parti et des instances	1 919,96		2 409,18		



Alliance pour la Famille et les Communautés
Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2024

TABEAU III : ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Variation cumulée des instances Non audité
	\$	\$	\$
Encaisse (découvert d'encaisse)	2 281,27	1 570,31	-
Petit caisse			-
Placements encaissables sur demande			-
Marge(s) de crédit bancaire			-
Total de la trésorerie	2 281,27	1 570,31	
Variation de la trésorerie		710,96	-

Déclarations pour le rapport financier d'un parti autorisé

Signature et déclaration du représentant officiel ou de la représentante officielle	
Je, <u>MARC</u>	<u>PATENAUDE</u>
Prénom	Nom
représentant(e) officiel(le) du parti politique autorisé <u>ALLIANCE POUR LA FAMILLE ET LES COMMUNAUTÉS</u>	
Nom du parti politique autorisé	
déclare ce qui suit :	
<ol style="list-style-type: none">1. La sollicitation de contributions n'a été faite que sous ma responsabilité ou par l'entremise des personnes que j'ai désignées par écrit conformément à la <i>Loi électorale</i>.2. Toutes les contributions recueillies ont été versées par des électeurs en conformité avec les dispositions de la section II du chapitre II de la <i>Loi</i>.3. Tous les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti sont inscrits au présent rapport.4. Toutes les sommes recueillies pour le parti ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti et sont conformes à la <i>Loi</i>.5. Si applicable, toutes les sommes reçues du directeur général des élections ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti.6. Je confirme que l'allocation a servi à payer les dépenses se rapportant notamment à l'administration courante du parti, à la diffusion du programme politique, à la coordination de l'action politique des membres ou des sympathisants et aux dépenses électorales. L'allocation a également servi à rembourser le capital des emprunts (art. 83).7. Les prêts obtenus et les cautions signées relativement à ceux-ci sont conformes à la <i>Loi</i>. Notamment, lorsque ces prêts proviennent d'un électeur, ils ont été versés à l'aide d'un chèque personnel de celui-ci, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et ils ne feront pas l'objet d'un quelconque remboursement autrement que ce qui est prévu à l'acte d'emprunt.8. Toutes les dépenses que j'ai faites ou autorisées, ainsi que celles du ou des délégués, le cas échéant, à l'exception des dépenses électorales, sont inscrites au rapport financier et ont été engagées conformément aux exigences de la <i>Loi</i>.9. Toutes les sorties de fonds ont été acquittées à même le ou les comptes bancaires inscrits au présent rapport financier, à l'exception des dépenses électorales.10. Aucune dépense n'a été acquittée en argent comptant, à l'exception de celles provenant d'une petite caisse constituée à même le fonds du parti, sous la responsabilité de la représentante officielle ou du représentant officiel.11. Toutes les dépenses ont été engagées au prix courant du marché. De plus, un reçu de contribution a été remis pour tout bien ou service fourni gratuitement par un électeur, à l'exception du travail bénévole.12. Les personnes ayant effectué du travail bénévole au sens de l'article 88 (1) au cours de la période l'ont fait personnellement et volontairement, et le fruit de ce travail a été fait sans compensation ni contrepartie.13. Les renseignements contenus dans le présent rapport ainsi que ses annexes sont vrais, exacts et complets.	
<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: flex-end;"><div style="text-align: center;">Original signé <hr style="border: none; border-top: 1px solid black; width: 100%;"/>Signature de la représentante officielle du représentant officiel</div><div style="text-align: center;">8 avril 2025 <hr style="border: none; border-top: 1px solid black; width: 100%;"/>Date</div></div>	

Signature et déclaration de la ou du chef de parti

Je, ALAIN RIOUX,
Prénom Nom

chef du parti politique autorisé ALLIANCE POUR LA FAMILLE ET LES COMMUNAUTÉS,
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. J'ai pris connaissance des règles liées au financement.
2. J'ai rappelé aux personnes autorisées à solliciter des contributions leur obligation de respecter les règles liées au financement.
3. J'ai pris connaissance des pratiques de sollicitation de mon parti et je juge qu'elles sont conformes à la Loi.
4. J'ai transmis à la représentante officielle ou au représentant officiel toute l'information financière lui permettant de dresser ce rapport.
5. J'ai pris connaissance du rapport et j'ai obtenu tous les éclaircissements requis sur son contenu.
6. Je prends acte de la déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel.
7. Je confirme qu'à ma connaissance, la représentante officielle ou le représentant officiel a réalisé son mandat conformément à la Loi.

Original signé

8 avril 2025

Signature de la ou du chef de parti

Date